

# COUR D'APPEL DE MONTPELLIER

(Loi n°2011-803 du 05 Juillet 2011)  
(Décrets n° 2011-846 et 847 du 18 juillet 2011)

## ORDONNANCE DU 11 AVRIL 2020

N° 2020 - 81

### Décision déferée au premier président :

N° RG 20/01554 -  
N° Portalis  
DBVK-V-B7E-ORY  
E

Ordonnance rendue par le juge des libertés et de la détention de Montpellier en date du 10 avril 2020 enregistrée au répertoire général sous le n°20/285.

### ENTRE :

MONSIEUR LE  
PROCUREUR  
GENERAL

**MONSIEUR LE PROCUREUR GENERAL**  
Près la Cour d'Appel de Montpellier  
1 rue Foch  
34000 MONTPELLIER

Appelant

C/

**M. LE DIRECTEUR  
DU CENTRE  
HOSPITALIER  
REGIONAL**  
Léo Paul  
MERCERON  
GERANTO SUD

représenté par Monsieur Serge CAVAILLEZ, Substitut Général

### ET :

**M. LE DIRECTEUR DU CENTRE HOSPITALIER REGIONAL**  
Hôpital de la Colombière  
Secteur MONTPELLIER VILLE II  
34295 MONTPELLIER CX 5  
non comparant

**Monsieur Léo Paul MERCERON**  
né le 24 Octobre 1996 à MONTPELLIER (34000)  
de nationalité Française  
non comparant et représenté par Maître Christelle GIRARD

**GERANTO SUD**

non comparant

### DEBATS

L'affaire a été débattue le 11 Avril 2020, en audience publique, devant Myriam BOUZAT, conseillère déléguée par ordonnance du premier président en application des dispositions de l'article L.3211-12-4 du code de la santé publique, assistée de Nicolas RIEUCAUD greffier et mise en délibéré au 11 avril 2020

### ORDONNANCE

Réputée contradictoire,

Signée par Myriam BOUZAT, conseillère déléguée par ordonnance du premier président et Nicolas RIEUCAUD, greffier et rendue par mise à disposition au greffe par application de l'article 450 du code de procédure civile.

\*\*\*

Vu la loi n° 2011-803 du 5 juillet 2011 relative aux droits et à la protection des personnes faisant l'objet de soins psychiatriques et aux modalités de leur prise en charge,

Vu la loi n° 2013-803 du 27 septembre 2013 modifiant certaines dispositions issues de la loi n° 2011-803 du 5 juillet 2011 relative aux droits et à la protection des personnes faisant l'objet de soins psychiatriques et aux modalités de leur prise en charge,

Vu le décret n° 2011- 846 du 18 juillet 2011 relatif à la procédure judiciaire de mainlevée ou de contrôle des mesures de soins psychiatriques,

Vu le décret n°2014-897 du 15 août 2014 modifiant la procédure judiciaire de mainlevée et de contrôle des mesures de soins psychiatriques sans consentement,

Vu l'ordonnance rendue par le juge des libertés et de la détention de Montpellier en date du 10 Avril 2020,

Vu l'appel formé le 10 Avril 2020 par **MONSIEUR LE PROCUREUR DE LA REPUBLIQUE** reçu au greffe de la cour le 10 Avril 2020,

Vu la décision du conseiller déléguée par ordonnance du premier président en date du 10 avril 2020 donnant un effet suspensif à la décision du juge des libertés et de la détention.

### **PRÉTENTIONS DES PARTIES**

L'hôpital La Colombière a adressé au greffe de la cour un avis médical de contre-indication exceptionnelle de comparution devant le juge, en date du 11 avril 2020, ainsi rédigé "compte tenu des mesures de confinement en lien avec la prévention du Covid-19, et l'absence de matériel nécessaire pour effectuer l'audience par télétransmission empêche une audience en présentiel"

Le représentant du ministère public en la personne de Monsieur Serge CAVAILLEZ, Substitut Général en ses réquisitions soutient l'appel du procureur de la République de Montpellier et l'infirmerie de l'ordonnance contestée.

L'avocat de **Monsieur Léo Paul MERCERON** soutient oralement les conclusions envoyées par fax le 10 avril 2020 et indique que le certificat médical de situation ne figure pas au dossier.

### **MOTIFS**

Sur le moyen tiré de la violation du principe du contradictoire et d'un procès équitable :

Selon l'article 55 de la Constitution française du 4 octobre 1958:

"Les traités ou accords régulièrement ratifiés ou approuvés ont, dès leur publication, une autorité supérieure à celle des lois, sous réserve, pour chaque accord ou traité, de son application par l'autre partie.

Ratifiée le 3 mai 1974, la Convention Européenne des Droits de l'Homme fait partie de l'ordre juridique interne et s'impose au juge, tenu d'appliquer les lois en conformité avec la Convention et, le cas échéant, d'écarter celles se révélant incompatibles avec la norme supérieure.

Et selon l'article 66 de la Constitution française du 4 octobre 1958 :

"Nul ne peut être arbitrairement détenu. L'autorité judiciaire, gardienne de la liberté individuelle, assure le respect de ce principe dans les conditions prévues par la loi."

Des articles de la convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme:

### Article 6

“1. Toute personne a droit à ce que sa cause soit entendue équitablement, publiquement et dans un délai raisonnable, par un tribunal indépendant et impartial, établi par la loi, qui décidera, soit des contestations sur ses droits et obligations de caractère civil, soit du bien-fondé de toute accusation en matière pénale dirigée contre elle.

Le jugement doit être rendu publiquement, mais l'accès de la salle d'audience peut être interdit à la presse et au public pendant la totalité ou une partie du procès dans l'intérêt de la moralité, de l'ordre public ou de la sécurité nationale dans une société démocratique, lorsque les intérêts des mineurs ou la protection de la vie privée des parties au procès l'exigent, ou dans la mesure jugée strictement nécessaire par le tribunal, lorsque dans des circonstances spéciales la publicité serait de nature à porter atteinte aux intérêts de la justice.

2. Toute personne accusée d'une infraction est présumée innocente jusqu'à ce que sa culpabilité ait été légalement établie.

3. Tout accusé a droit notamment à :

a. être informé, dans le plus court délai, dans une langue qu'il comprend et d'une manière détaillée, de la nature et de la cause de l'accusation portée contre lui ;

b. disposer du temps et des facilités nécessaires à la préparation de sa défense ;

c. se défendre lui-même ou avoir l'assistance d'un défenseur de son choix et, s'il n'a pas les moyens de rémunérer un défenseur, pouvoir être assisté gratuitement par un avocat d'office, lorsque les intérêts de la justice l'exigent ;

d. interroger ou faire interroger les témoins à charge et obtenir la convocation et l'interrogation des témoins à décharge dans les mêmes conditions que les témoins à charge ;

e. se faire assister gratuitement d'un interprète, s'il ne comprend pas ou ne parle pas la langue employée à l'audience. »

### Article 5 :

1. Toute personne a droit à la liberté et à la sûreté. Nul ne peut être privé de sa liberté, sauf dans les cas suivants et selon les voies légales :

a. s'il est détenu régulièrement après condamnation par un tribunal compétent;

b. s'il a fait l'objet d'une arrestation ou d'une détention régulières pour insoumission à une ordonnance rendue, conformément à la loi, par un tribunal ou en vue de garantir l'exécution d'une obligation prescrite par la loi;

c. s'il a été arrêté et détenu en vue d'être conduit devant l'autorité judiciaire compétente, lorsqu'il y a des raisons plausibles de soupçonner qu'il a commis une infraction ou qu'il y a des motifs raisonnables de croire à la nécessité de l'empêcher de commettre une infraction ou de s'enfuir après l'accomplissement de celle-ci;

d. s'il s'agit de la détention régulière d'un mineur, décidée pour son éducation surveillée ou de sa détention régulière, afin de le traduire devant l'autorité compétente;

e. s'il s'agit de la détention régulière d'une personne susceptible de propager une maladie contagieuse, d'un aliéné, d'un alcoolique, d'un toxicomane ou d'un vagabond;

f. s'il s'agit de l'arrestation ou de la détention régulières d'une personne pour l'empêcher de pénétrer irrégulièrement dans le territoire, ou contre laquelle une procédure d'expulsion ou d'extradition est en cours.

2. Toute personne arrêtée doit être informée, dans le plus court délai et dans une langue qu'elle comprend, des raisons de son arrestation et de toute accusation portée contre elle.

3. Toute personne arrêtée ou détenue, dans les conditions prévues au paragraphe 1.c du présent article, doit être aussitôt traduite devant un juge ou un autre magistrat habilité par la loi à exercer

des fonctions judiciaires et a le droit d'être jugée dans un délai raisonnable, ou libérée pendant la procédure. La mise en liberté peut être subordonnée à une garantie assurant la comparution de l'intéressé à l'audience.

4. Toute personne privée de sa liberté par arrestation ou détention a le droit d'introduire un recours devant un tribunal, afin qu'il statue à bref délai sur la légalité de sa détention et ordonne sa libération si la détention est illégale.

5. Toute personne victime d'une arrestation ou d'une détention dans des conditions contraires aux dispositions de cet article a droit à réparation.

### **Article 13 :**

1. "Toute personne dont les droits et libertés reconnus dans la présente Convention ont été violés a droit à l'octroi d'un recours effectif devant une instance nationale, alors même que la violation aurait été commise par des personnes agissant dans l'exercice de leurs fonctions officielles."

2. Un des principaux aspects du procès équitable dégagé par la Cour européenne réside dans le principe d'égalité des armes, qui « implique l'obligation d'offrir à chaque partie une possibilité raisonnable de présenter sa cause, .. dans des conditions qui ne la placent pas dans une situation de net désavantage par rapport à son adversaire ».

Dans le cadre de la crise sanitaire et de l'état d'urgence sanitaire due à la pandémie au coronavirus COVID - 19, par application de l'ordonnance n° 2020-304 du 25 mars 2020 portant adaptation des règles applicables aux juridictions de l'ordre judiciaire statuant en matière non pénale et aux contrats de syndic de copropriété et qui dispose notamment :

En son article 7 : « Le juge, le président de la formation de jugement ou le juge des libertés et de la détention peut, par une décision non susceptible de recours, décider que l'audience se tiendra en utilisant un moyen de télécommunication audiovisuelle permettant de s'assurer de l'identité des parties et garantissant la qualité de la transmission et la confidentialité des échanges entre les parties et leurs avocats.

Lorsqu'une partie est assistée d'un conseil ou d'un interprète, il n'est pas requis que ce dernier soit physiquement présent auprès d'elle.

En cas d'impossibilité technique ou matérielle de recourir à un tel moyen, le juge peut, par décision insusceptible de recours, décider d'entendre les parties et leurs avocats par tout moyen de communication électronique, y compris téléphonique, permettant de s'assurer de leur identité et de garantir la qualité de la transmission et la confidentialité des échanges.

Dans les cas prévus au présent article, le juge organise et conduit la procédure. Il s'assure du bon déroulement des échanges entre les parties et veille au respect des droits de la défense et au caractère contradictoire des débats. Le greffe dresse le procès-verbal des opérations effectuées. »

Et en son article 8 : « Lorsque la représentation est obligatoire ou que les parties sont assistées ou représentées par un avocat, le juge ou le président de la formation de jugement peut décider que la procédure se déroule selon la procédure sans audience. Elle en informe les parties par tout moyen.

A l'exception des procédures en référé, des procédures accélérées au fond et des procédures dans lesquelles le juge doit statuer dans un délai déterminé, les parties disposent d'un délai de quinze jours pour s'opposer à la procédure sans audience. A défaut d'opposition, la procédure est exclusivement écrite. La communication entre les parties est faite par notification entre avocats. Il en est justifié dans les délais impartis par le juge. »

La juge des libertés et de la détention de Montpellier a rendu une décision le 10 avril 2020 sans audience ainsi que les mesures dérogatoires de l'article 8 de l'ordonnance susvisée le lui permettaient telles que précisées par une circulaire du 26 mars 2020 n° NOR : JUSC2 2008609C,

en ayant pris soin par avis des parties et de leur conseil, de le préciser et de leur donner la possibilité de présenter des observations par écrit, que Me Amandine Girard, avocate a établies et communiqués au juge, puisque le tribunal judiciaire de Montpellier, fermé partiellement au public en raison de la lutte contre la propagation du coronavirus Covid-19 en a décidé ainsi que la première juge le rappelle dans son ordonnance.

La juge des libertés et de la détention relève que si l'assistance ou la représentation de la personne hospitalisée sans son consentement est obligatoire, malgré le refus de la personne hospitalisée sans son consentement de s'entretenir avec elle, l'avocate désignée a pu prendre connaissance de la procédure et communiquer des conclusions en vue d'asseoir sa décision de mainlevée de l'hospitalisation complète de l'intéressée, au motif que le principe du contradictoire aurait été violé en l'absence de débat par visio-conférence, alors qu'il est visé dans la décision attaquée de ce que l'hôpital psychiatrique La Colombière à Montpellier ne dispose pas de système de visio-conférence et qu'en l'état de l'état d'urgence sanitaire décrété par l'Etat jusqu'au 24 mai 2020, les dispositions réglementaires susdites visant les hypothèses de l'absence de dispositif de télécommunication audiovisuelle, de panne, de la possibilité d'une communication par téléphone, ou encore sans audience tout en précisant que seul le juge est compétent pour décider de tenir une audience en présentiel de toutes les parties.

Or, la juge des libertés et de la détention de Montpellier le 10 avril 2020 à 9 heures a rendu une décision sans audience, selon son propre choix, le tribunal judiciaire n'étant pas fermé aux justiciables et avocats convoqués à une audience.

En conséquence, la juge des libertés et de la détention de Montpellier ne peut dans une même ordonnance, fonder sa décision de mainlevée de l'hospitalisation complète de l'intéressée sur la violation du principe du contradictoire du fait que la justiciable n'aurait pas été assistée ou représentée par un avocat et du fait de l'absence de débat contradictoire par visio-conférence alors que les modalités de tenue de l'audience lui appartiennent '- visioconférence et si impossibilité par audiocommunication et qu'elle a choisi de rendre une décision sans audience par communication de conclusions écrites.

L'avocate soutient que le droit à la représentation n'a pu avoir lieu à défaut de contact visuel avec le patient, contestant être appelé sur son portable personnel par la direction de l'hôpital qui est partie à l'instance en tant que demandeur au maintien en hospitalisation complète.

Il est constant que la situation de crise sanitaire grave que connaît le monde et notamment la France depuis le 12 mars 2020 avec un confinement national décidé le 17 mars 2020 est une circonstance insurmontable pour tout un chacun privé de sa liberté d'aller et de venir et que des dispositions de confinement empêchant le déroulement normal des procédures, ne permettent dans certains cas qu'un contact téléphonique à telle enseigne qu'il est actuellement admis que les instances judiciaires peuvent se dérouler selon le contact téléphonique entre magistrats, avocats, parquet.

Il convient donc de rejeter ce moyen.

### **Sur le Fond :**

#### **-Sur le grief tiré de l'absence de recueil du consentement du patient ou l'absence de motivation de l'incapacité à consentir aux soins :**

Monsieur Léo Paul Merceron est suivi depuis plusieurs années pour un trouble psychiatrique chronique, hospitalisée depuis le 30 octobre 2019 suite à un séjour à l'UHSA pour décompensation de son trouble avec une symptomatologie négative est déficitaire après une sortie il a demandé à pouvoir être hospitalisé à nouveau.

L'avis médical motivé du 6 avril 2020 du Docteur Magali Seyllier psychiatre exerçant au Pôle de psychiatrie du CHU de Montpellier indique que l'hospitalisation demeure toujours justifier afin de stabiliser la présentation clinique et élaborer un projet de soins pérennes car l'état de santé du patient, qui présente toujours divers troubles, reste préoccupant. Ce dernier présentant des

difficultés à initier la plupart de ses activités ayant mis en échec la précédente sortie en programmes de soins suite à une recrudescence anxieuse majeure sans réelle possibilité d'élaboration. La conscience de ces troubles reste faible et rend l'adhésion aux soins fragiles.

Il résulte de cet avis médical, que celui-ci se trouve toujours dans l'incapacité de consentement pérenne aux soins et que persistent des risques avérés d'atteinte à l'intégrité du malade ou d'autrui.

En conséquence ce moyen sera également rejeté.

**–Sur le grief tiré du non-respect de l'obligation générale d'information par les praticiens sur le traitement proposé :**

L'article L 3211–3 du code de la santé publique prévoit trois types d'informations devant impérativement être porté à la connaissance du patient :

-La personne soumise aux soins doit être informée, le plus rapidement possible et de manière appropriée à son état, de la décision administrative d'admission, de maintien ou de modification de la forme des soins dont elle fait l'objet, ainsi que des raisons qui motivent la décision en cause.

-La personne soumise aux soins doit être informée dès son admission, son maintien dans soins au sein réadmission ou aussitôt que son état le permet, de sa situation juridique, de ses droits, ces voies de recours qui lui sont ouvertes et des garanties qui lui sont offertes en application de l'article L3211–12-1,

-La personne soumise aux soins doit être informée, dans la mesure où son état de santé le permet, de tout projet de décision administrative de maintien des soins ou de définition de la forme de la prise en charge et doit pouvoir formuler des observations.

En l'espèce, l'État de santé de l'intéressé n'a pas permis de pouvoir l'informer de l'étendue de ses droits dès le 31 mars 2020, en conséquence ce moyen sera également rejeté.

En conséquence, il convient d'infirmier l'ordonnance déferée.

**PAR CES MOTIFS**

Le magistrat délégataire du Premier Président de la Cour d'Appel, statuant publiquement, après débats en audience publique, par décision réputée contradictoire.

Déclarons recevable l'appel formé par **Monsieur MONSIEUR LE PROCUREUR DE LA REPUBLIQUE**,

Infirmos la décision déferée,

Et statuant à nouveau,

Rejetons les demandes tenant à la régularité de la procédure,

Disons que les soins psychiatriques sans consentement dispensés à **Léo Paul MERCERON** peuvent se poursuivre en hospitalisation complète,

Disons que la présente décision est portée à la connaissance de la personne qui fait l'objet de soins par le greffe de la cour d'appel.

Rappelons que la présente décision est communiquée au ministère public, au directeur d'établissement.

Le greffier

Le magistrat délégué